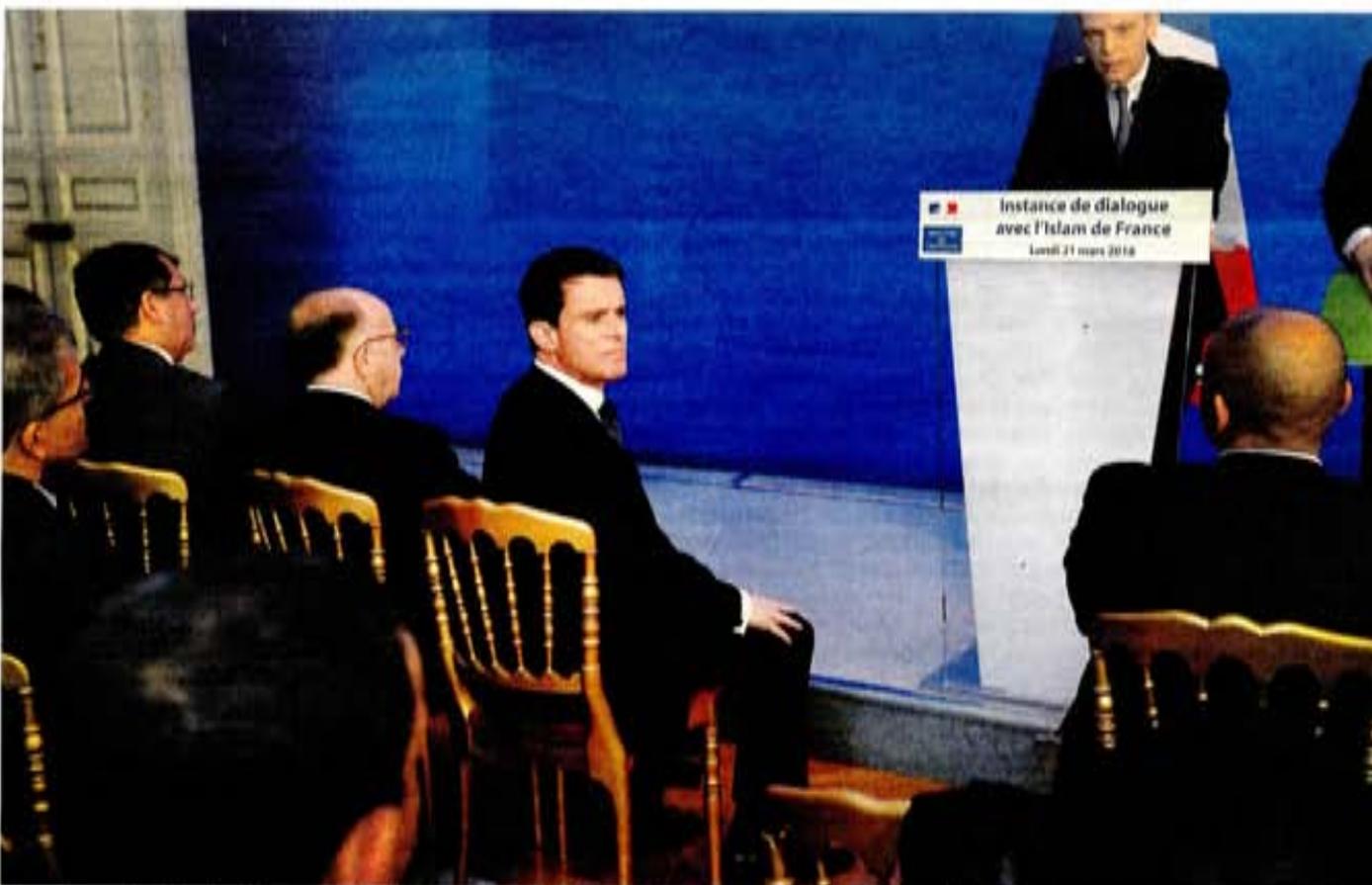




Macron, El Khomri et Valls après leur réunion avec les organisations de jeunesse, lundi à Matignon. CHRISTOPHE PETIT TESSON



Lors d'une réunion de l'Instance de dialogue avec l'Islam de France, au ministère de l'Intérieur, le 21 mars. PHOTO ALAIN GUILHOT

### Etes-vous favorable à une loi pour interdire le voile à l'université ?

Il faudrait le faire, mais il y a des règles constitutionnelles qui rendent cette interdiction difficile. Il faut donc être intraitable sur l'application des règles de la laïcité dans l'enseignement supérieur.

### C'est pourquoi vous dites désormais que la question «identitaire» est première ?

Les questions économiques et sociales, la question du chômage, sont cruciales. Mais effectivement, la question culturelle est fondamentale. Il y a une interrogation plus profonde dans notre pays sur l'ouverture au monde ou sur la place de l'Islam... Il y a ceux qui veulent fermer le pays et rêvent de revenir à une France qui n'a jamais existé. Au con-

traire, il faut tenir compte de la société telle qu'elle est. Il y a un métissage, une diversité d'origines, de cultures, de couleurs de peau. Et puis il y a les grands mots qu'on a beaucoup utilisés : «assimilation», «intégration», «acculturation»... Ils existent, mais sont parfois réducteurs. Au fond, ce qu'il faut réussir, c'est ce beau mélange qui consiste à la fois à rester nous-mêmes, avec nos valeurs républicaines, notre langue, notre mode de vie, l'égalité hommes-femmes, et aussi à accueillir la richesse de la diversité, sans lui demander jamais de renoncer à ce qu'elle est !

**Vous avez dit que les salafistes, qui représentent 1% des musulmans, avaient «gagné la bataille culturelle». C'est abandonner un peu vite les 99% restants...**

Non. Pas du tout. C'est justement l'inverse. Ce qui compte pour moi, c'est l'immense majorité de nos compatriotes musulmans qui vivent un Islam serein et respectueux des valeurs de la République. Or, c'est ce 1% de salafistes qui donnent le la, notamment sur les réseaux sociaux. Il faut aider les musulmans de France à gagner cette bataille culturelle, à avoir cette force collective contre cette idéologie islamiste qui veut gouverner la vie sociale et politique.

### Mais en disant cela, ne terrorisez-vous pas les Français ?

Vous vous rendez compte de la question que vous posez ? Ce sont les terroristes qui terrorisent les Français. Il y a eu des morts en janvier et en novembre. La menace est là. Jamais

aussi élevée. Des milliers de jeunes ont basculé dans la radicalisation, ou sont tentés de basculer. On ne peut pas se taire. Occulter la vérité.

### Dans votre réponse, vous ne parlez jamais des associations. Beaucoup souffrent de la rigueur budgétaire imposée aux collectivités locales...

On a la chance d'avoir un tissu associatif dynamique. Que nous soutenons ! Nous avons rétabli, en 2015, 50 millions d'euros supplémentaires pour les associations, plus 70 millions en 2016. Car nous savons que l'Etat seul ne peut pas tout. Qu'il doit reconnaître et encourager un engagement citoyen, permettre à la société entière de se mobiliser.

### Regrettez-vous d'avoir dit «expliquer, c'est déjà un peu excuser» ?

Non car c'est justement un sujet philosophique majeur... Ma conviction est simple : il y a, bien sûr, des déterminismes sociaux, économiques... Mais aucun déterminisme ne peut effacer la responsabilité individuelle. Je veux casser cette idée selon laquelle la pauvreté mène automatiquement à la délinquance ou au terrorisme. Quelle drôle d'image des quartiers populaires ! Rendez-vous compte : elle est là, précisément, la stigmatisation ! Ceux qui ont massacré leurs compatriotes avaient aussi parfois un emploi stable, un commerce ou une vie plutôt insérée... Quand on tue, quand on massacre des individus au nom d'une idéologie totalitaire, on est responsable de son crime. Les bourreaux ne sont pas des victimes !

### Vous auriez pu reprendre les mots d'Emmanuel Macron qui a parlé de «terreau national».

Bien sûr. Mais ce n'est pas seulement un «terreau» national. Il est lié à ce qui se passe dans le monde arabo-musulman et la montée en puissance du wahhabisme... Les sociétés européennes basées sur une organisation dite «communautaire» - Pays-Bas, Belgique, Grande-Bretagne - ou notre système républicain, il faut bien le reconnaître, ont chacun abouti à des phénomènes de radicalisation. Ce n'est pas uniquement un terreau social.

## Loi travail

### «Nous n'avons pas réussi à présenter cette réforme de manière positive»

**Les signaux donnés par le gouvernement depuis Noël, c'est la déchéance et la loi El Khomri. Les gens de gauche ne s'y retrouvent plus.**

Sur la loi travail, 90% du texte est basé sur le rapport Combexelle qui veut favoriser le dialogue social d'une manière générale et plus particulièrement au sein des entreprises. Nous pensons que le dialogue social gagne à se décentraliser. Nous assumons donc une différence de conception, avec notamment la CGT et FO, et d'avoir réussi à construire un compromis avec les syndicats réformistes... Nous n'avons pas réussi à présenter cette réforme de manière positive, mais malgré cette erreur - il faut savoir reconnaître les choses - nous aboutissons à un nouveau texte utile et efficace.

### Le problème, c'est que vous n'avez pas parlé du CPA ou du dialogue social, mais uniquement du licenciement économique et des prud'hommes.

Nous n'avons jamais autant discuté, négocié depuis un an pour préparer cette loi. Le compte personnel d'activité, cette véritable sécurité sociale professionnelle, est une idée particulièrement moderne parce qu'elle part de la situation de chacun et

Suite de la page 5 va vers l'intérêt général. C'est ça, être de gauche. Il a manqué après ces longues discussions, sans aucun doute, un moment de restitution aux partenaires sociaux. J'entends les critiques qui demeurent, mais ce qui me paraît crucial, c'est que nous avons gardé cette idée majeure du dialogue social dans l'entreprise, que nous avons enrichi le CPA et que nous essayons de répondre aux inégalités d'accès à l'emploi.

**Comment expliquez-vous qu'une majorité des Français restent hostiles à cette loi, même remaniée ?**

Moi, j'ajûs. Cette loi est favorable aux entreprises et aux salariés. Donc il y a une bataille d'explication, de conviction à mener. Une grande partie des socialistes soutiennent cette loi, les syndicats réformistes aussi. Les Français ne sont pas contre les réformes, mais ils veulent savoir où elles les mènent. C'est ce qui a manqué au début. Mais nous sommes en train, avec Myriam El Khomri, de remettre les choses à l'endroit.

**Sur la loi travail, vous reconnaissez des erreurs au démarrage. C'est pareil avec la déchéance ? Le président s'est trompé ? Vous avez échoué à convaincre...**

Ce qui me frappe, c'est la capacité collective à oublier ce qui s'est passé en 2015 : le vote Front national et bien sûr les actes terroristes. Dans les quarante-huit heures qui ont suivi les attaques du 13 Novembre, tout pouvait basculer. La réaction du pays n'était pas la même qu'en janvier. Le Président a voulu créer le rassemblement. Ce moment où les parlementaires, en Congrès à Versailles, se sont levés pour l'applaudir en a été une condition. Ceci a permis, dans la foulée, les votes sur le prolongement de l'état d'urgence. Par ce discours, ces propositions et par les mots, les gestes qu'il a trouvés pour tous pendant cette période, notamment lors de l'hommage aux victimes, François Hollande a créé les conditions de l'unité nationale.

**En reprenant une mesure chère à l'extrême droite ?**

C'était une proposition récente de la droite mais qui existe depuis longtemps dans notre tradition républicaine. En 1848 on excluait déjà de la communauté nationale les esclavagistes ! La déchéance de nationalité ne doit pas faire rougir quelqu'un de gauche. Nous avons nous-mêmes décidé, avec Bernard Cazeneuve, de déchoir, en 2015, cinq individus de leur nationalité française. Et dans les circonstances que nous avons connues, cette mesure pouvait parfaitement s'imposer. Certes, cette proposition ne venait pas du corpus de la gauche, mais c'était une main tendue du chef de l'Etat. Vous ne pouvez pas faire l'unité nationale qu'avec la gauche !

**Une semaine avant l'annonce, vous semblez pourtant personnellement douter de l'intérêt de la mesure...**

Cela a été douloureux, je ne le nie pas. Nous savions les débats que cela allait provoquer à gauche. Mais, je le rappelle, cette mesure visait des terroristes condamnés. Sans cette me-

**« Sans nier les différences entre la gauche et la droite, il est évident que l'on peut parfaitement nouer des pactes. Et de ce point de vue-là, je suis en phase avec Emmanuel Macron. Chacun devra se dépasser. »**



Valls plaide pour « des ponts avec les autres formations politiques ». PHOTO F. STUCIN

sure, nous ne pourrions pas déchoir de sa nationalité, s'il est condamné. Salah Abdeslam, qui n'est que français. En revanche, nous pourrions toujours déchoir des Français binationaux naturalisés. C'est absurde. À l'Assemblée, nous avons fait une proposition, avec une peine qui s'appliquait de la même manière à tous les Français condamnés, quelle que soit la manière dont ils ont acquis la nationalité. Elle a recueilli les trois cinquièmes. Mais la majorité sénatoriale n'a pas voulu trouver d'accord avec l'Assemblée. Le président a constaté un blocage et pris ses responsabilités. Il a eu raison.

## Présidentielle 2017

**« Elle ne pourra être l'affrontement classique entre la droite et la gauche »**

**Manuel Valls, est-ce que vous êtes toujours de gauche ?**

Cette question, on me la pose depuis plus de trente ans, déjà quand j'étais jeune rocardien. Vieux procès en trahison... J'ai toujours été de gauche ! Ce que je veux, c'est une société ouverte où chacun peut faire des choix et pas une société fermée où l'on subit. Toute notre politique consiste à casser ce que j'appelle les cinq blocages de la France : la peur, et nous luttons contre le terrorisme ; les corporatismes, nous réformons et nous favorisons le dialogue social au sein des entreprises ; le sectarisme politique, il faut une nouvelle éthique politique, une exigence que nous avons ressentie tout au long de 2015 ; la précarité, nous luttons contre grâce notamment à la loi travail ; enfin, il y a les discriminations et les iné-

galités. Bref c'est la promesse républicaine que nous voulons réhabiliter.

**Vous avez rappelé à Emmanuel Macron que le clivage gauche-droite a toujours lieu d'être, mais vous-même avez appelé à plusieurs reprises au dépassement de ce clivage...**

La gauche est forte quand elle s'adresse à tous. C'est pour cela qu'elle doit se transcender. Et c'est ce que nous avons fait, notamment en matière de lutte contre le terrorisme. Je continue à penser que le dépassement des clivages partisans s'impose.

**Ce dépassement signifie-t-il sortir de sa famille politique ?**

Le dépassement doit bien partir de quelque part. Pour recomposer, il faut partir d'un camp. Mes racines, c'est la gauche ! Mais je pense que sur des grands sujets, on peut parfaitement se rassembler. Tous les sujets qui relèvent de la sécurité des Français devraient relever d'une forme d'unité nationale. C'est ce que nous avons fait. Avant même les attentats, nous avons fait voter deux lois antiterrorisme, adoptées très largement par le Parlement. Nous avons fait adopter la loi renseignement, dans les mêmes conditions. Et la loi pénale préparée par Christiane Taubira, aujourd'hui portée par Jean-Jacques Urvoas, recueillie dans les deux Chambres une très large majorité... Je prendrai un deuxième exemple : au lendemain des élections régionales, nous avons invité les nouveaux présidents de régions pour travailler sur un plan de formation de 500 000 chômeurs. Tous, à l'exception du président de la région Rhône-Alpes-Auvergne, s'y investissent aujourd'hui. C'est cela, la nouvelle façon de faire de la politique.

**La France sera-t-elle un jour gouvernée par une coalition gauche-droite sur le modèle de l'Allemagne ?**

Ce n'est pas la tradition française. Mais à partir du moment où le paysage politique français est marqué par trois forces : une gauche morcelée, dont une partie qui ne veut pas des responsabilités, une droite divisée et une extrême droite enracinée, on voit bien que la question qui se pose est de savoir comment gouverner et trouver une majorité. Sans nier les différences entre la gauche et la droite, il est évident que l'on peut parfaitement nouer des pactes. Et de ce point de vue-là, je suis en phase avec Emmanuel Macron. Chacun devra se dépasser. Je martèle cette idée depuis les élections départementales et régionales et surtout depuis mon discours du 13 janvier, au lendemain des attentats. Il y a une exigence et on ne peut plus faire de la politique comme avant. La future élection présidentielle ne pourra pas être une répétition des précédentes avec l'affrontement classique entre la droite et la gauche. Je ne vois pas non plus les gagnants gouverner seuls, et les perdants reprendre leur cycle de congrès ou d'assises. C'est pour cela que je veux que la gauche soit plus grande, plus forte, pour pouvoir ériger des ponts avec d'autres formations politiques.

**Que répondez-vous à tous ceux qui expliquent que le vote FN est justement alimenté par la disparition du clivage gauche-droite ?**

Je ne le crois pas. Je crois surtout que le FN se nourrit de l'impuissance de la vieille politique. Une impuissance qui repose sur l'incapacité à dégager des consensus sur les sujets essentiels, les petits débats de personnes et le sectarisme. Il faut savoir se dépasser sur les sujets majeurs comme la menace terroriste et la lutte contre le chômage. Pour le reste, je veux une gauche plus forte sur ses valeurs. L'autorité, parce qu'elle est le socle de l'émancipation. La République, car ses valeurs sont émancipatrices. La valeur travail, qui ne doit pas être vécu comme une aliénation mais comme un vecteur d'émancipation.

**En l'état actuel de l'opinion il paraît peu probable que François Hollande puisse l'emporter. Comment peut-il réussir ?**

Je pense que tout est possible et qu'il est capable de recréer une dynamique. Pour cela, il faut que l'esprit collectif l'emporte sur les aventures individuelles. Il faut que la gauche se retrouve autour du président de la République. C'est le seul moyen de l'emporter. Sinon, tout le monde sera balayé. Même si le lien s'est distendu, c'est François Hollande qui a été élu, c'est lui qui a créé une relation avec les Français. Il faut que nous défendions son bilan, mais il lui appartient, surtout, de dire la suite, de montrer le chemin.

**Que va devenir Manuel Valls après 2017 ? Vous devez faire face à un vrai conflit intérieur : vouloir à la fois la réélection de François Hollande et vous dire que pendant cinq ans votre ambition personnelle sera forcément mise entre parenthèses...**

Dès le soir du premier tour de la primaire en 2011, j'ai décidé de soutenir François Hollande car j'ai considéré qu'un nouveau cycle politique commençait... Il y a cinq ans, je ne pouvais pas imaginer devenir ministre de l'Intérieur puis Premier ministre. Gouverner la France, c'est une merveilleuse responsabilité. C'est, pour moi qui ai appris à devenir français, un destin incroyable. L'année 2015 m'a profondément changé. Quoi qu'il arrive, je ne serai plus le même, marqué par une forme de gravité, concentré sur l'essentiel. Si je suis très préoccupé face aux événements, face aux risques terroristes, pour ce qui concerne mon avenir, je reste serein. Je souhaite la réussite de François Hollande, pas seulement pour la gauche, mais pour le pays, car seule la gauche peut apporter la réponse dont le pays a besoin : l'apaisement, la justice sociale, le rassemblement de tous les Français. ➔